

Strasbourg : "oublié du Ségur de la santé" et "révolté", le secteur du médico-social dans la rue ce mardi

Les professionnels du secteur médico-social du grand Est se mobilisent ce mardi 30 novembre 2021. A Strasbourg, travailleurs sociaux, cadres, personnels administratifs se sont donnés rendez-vous à 10h30 devant la préfecture pour demander la revalorisation "urgente" des métiers de l'accompagnement à la personne.

Publié le 30/11/2021 à 06h40



Le secteur du médico-social manifeste mardi 30 novembre à Strasbourg devant la préfecture ● © CATHERINE AULAZ / MAXPPP

Oubliés et désormais révoltés. Les professionnels du secteur médico-social comptent bien faire du bruit ce mardi 30 novembre 2021. Marteler encore et toujours la même volonté de « revalorisation salariale pour tous » portée depuis des années, en espérant se faire entendre, sous les fenêtres de la préfecture de Strasbourg, dès 10h30.

Une "mobilisation d'importance parce qu'elle veut faire face à une dégradation très importante du champ professionnel qui est le nôtre", affirme René Bandol. Le directeur général de l'association régionale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adulte, ARSEA, fera partie du rassemblement. "C'est la première fois de ma vie que je vais manifester", confie-t-il.

Dans un contexte de crise épidémique favorisant déjà l'absentéisme et les tensions de personnel, c'est la prime récemment octroyée par l'Etat à une partie des travailleurs sociaux et médico-sociaux français qui cristallise la colère.

Pour répondre aux difficultés du secteur, le 8 novembre dernier, le premier ministre avait en effet annoncé l'extension des revalorisations salariales accordées lors du Ségur de la santé à quelques 20.000 soignants supplémentaires, salariés des établissements pour personnes handicapées financés par les départements. Une annonce accueillie en demi-teinte, jugée "insuffisante", car ne s'appliquant pas à certains métiers. Les personnels éducatifs et ceux des services administratifs, notamment.

65.000 postes non pourvus en France

"L'accompagnement des personnes en situation de handicap ne peut se résumer aux soins", prône également l'association Adapei Papillons Blancs d'Alsace. Elle accompagne plus de 2.000 personnes en situation de handicap dans une cinquantaine d'établissements et services répartis sur toute l'Alsace.

"C'est bien là où se joue tout le problème. Par exemple, sur les établissements les plus médicalisés de l'association, on va avoir des aides-soignants, des accompagnants éducatifs et sociaux qui vont avoir la prime Ségur et, sur une même équipe, un éducateur spécialisé qui va faire, à peu de choses près, le même travail de terrain mais, qui lui, n'aura rien. Tout ça parce qu'il ne relève pas des personnels soignants mais des personnels éducatifs. Même les cadres qui parfois tiennent à bout de bras les établissements en sont exclus. On contribue tous au maintien du bon accompagnement", explique Véronique Giot, directrice du pôle accueil spécialisé.



Je n'ai jamais été aussi inquiète qu'aujourd'hui depuis 20 ans

Véronique Giot
Directrice du pôle accueil spécialisé ADAPEI

Au total, sur l'ensemble de la structure qui regroupe 1.500 salariés, moins de la moitié devraient bénéficier de la revalorisation gouvernementale. Une "injustice", qui contribuerait à provoquer une hémorragie de personnel constatée partout.

"Nous avons 65.000 postes vacants en France, on en recense à peu près 20% sur le Grand Est", avance René Bandol. "Moi je ne peux faire avec ce que j'ai. Et comme j'ai de moins en moins de professionnels, et de moins en moins bien rémunérés, le danger d'une altération de la prise en charge n'est pas à évacuer".

Rien que sur la maison d'accueil spécialisée de Lingolsheim, "nous avons encore eu une démission ce matin. Nous avons déjà 20 postes en CDI à pourvoir", déplore de son côté Véronique Giot. Avec quelles conséquences, à terme, pour les usagers ?

"Sur cet établissement, nous allons discuter des choix que nous devons faire. Suspendre certaines admissions, est-ce qu'on devra suspendre certains services à la personne pour faire face à cette tension ? On en est réduit à ça. On arrive plus à une prise en charge sécuritaire des personnes. Je n'ai jamais été aussi inquiète qu'aujourd'hui depuis 20 ans".

Véronique Giot sera aussi l'un des visages de la mobilisation qui s'annonce importante. Elle devrait réunir quelques 1.500 personnes. Une délégation sera reçue en préfecture en fin de matinée.